Krop (Jérôme). *La méritocratie républicaine. Élitisme et scolarisation de masse sous la Troisième République*

Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2014, 174 p.

Jean-François Condette

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/2992>

DOI : 10.4000/histoire-education.2992

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2014

Pagination : 260-263

ISBN : 978-2-84788-651-1

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Jean-François Condette, « Krop (Jérôme). *La méritocratie républicaine. Élitisme et scolarisation de masse sous la Troisième République* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 142 | 2014, mis en ligne le 31 décembre 2014, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/2992> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.2992>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

© Tous droits réservés

Krop (Jérôme). *La méritocratie républicaine. Élitisme et scolarisation de masse sous la Troisième République*

Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2014, 174 p.

Jean-François Condette

RÉFÉRENCE

Krop (Jérôme). *La méritocratie républicaine. Élitisme et scolarisation de masse sous la Troisième République*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2014, 174 p.

- 1 Cet ouvrage très soigné et solidement référencé propose au lecteur la publication d'une partie de la thèse de doctorat en histoire contemporaine soutenue par Jérôme Krop à l'université de Paris 4 en décembre 2012 sous la direction du professeur Jean-Noël Luc. Le travail doctoral proposait une étude sur *Les fondateurs de l'école républicaine : corps enseignant, institution scolaire et société urbaine (1870-1920)*. Cet ouvrage est volontairement de taille réduite avec 174 pages, dont 156 d'analyse, complétée par une bibliographie très judicieuse et un index des enseignants, inspecteurs et administrateurs cités. Les apports des six chapitres successifs sont nombreux sur l'histoire de l'école primaire française des années 1870-1920, pour une période que l'on pense pourtant déjà très fortement parcourue et balisée par les travaux historiques.
- 2 L'ouvrage de Jérôme Krop met clairement en évidence les enjeux, les étapes et les difficultés du développement de l'école primaire en ville, en particulier ici dans la ville par excellence, celle de Paris qui connaît durant cette période une croissance très forte de sa population et de son espace habité. Dans le contexte très spécifique qui est celui de l'application des lois Ferry sur la gratuité (1881), l'obligation et la laïcisation des programmes (1882) puis des personnels de l'enseignement public (1886) et de la loi Paul Bert d'imposition du modèle normalien de formation (1879), effort législatif imposant qui crée un climat favorable à l'école, le travail de l'auteur montre les progrès réalisés

en particulier dans la construction de nouvelles écoles primaires, dans la division des classes en niveaux cohérents selon les choix adoptés par Octave Gréard dès la fin du Second Empire à Paris, et dans la mise en place de la diplomation finale qu'est le certificat d'études primaires. L'école primaire à Paris compte 238 écoles élémentaires en 1870, puis 426 en 1913 alors que le nombre des élèves passe dans la même période de 70 000 à 161 000 (p. 19). Pour les écoles maternelles, les chiffres sont respectivement de 110 à 175 établissements et de 20 000 à 43 000 élèves. Ce qui constitue un effort majeur en faveur de l'école républicaine parisienne.

- 3 L'étude de Jérôme Krop ne tombe jamais dans la description de généralités trop faciles sur l'école en ville et démontre que cette histoire de l'éducation du peuple est indissociablement liée à l'histoire sociale, mais aussi économique, des populations concernées, ainsi qu'aux réalités urbaines mouvantes de cette période qui voit Paris se transformer profondément. La croissance s'emballe entre 1876 et 1881 avec une hausse de 250 000 habitants (12,6 % en 5 ans). L'analyse des réalités scolaires par arrondissement (riche dossier cartographique dans l'ouvrage), voire parfois par quartier, selon leurs spécificités sociales et professionnelles, l'élargissement des problématiques à la banlieue en expansion, sont très riches d'informations et montrent remarquablement en quoi l'école est toujours une école en contexte, qui s'insère dans des réalités complexes même si elle a aussi pour ambition de modifier ces mêmes réalités au nom de l'égalité et de l'idéal méritocratique. Le chapitre II (« Un enseignement primaire confronté aux disparités socio-spatiales », p. 45-59) propose une démonstration très claire sur ce sujet.
- 4 L'ouvrage met aussi en avant les acteurs majeurs de ce développement de l'école républicaine et montre que l'histoire de l'éducation ne peut se résumer à des textes de lois, des programmes officiels et des manuels scolaires. Ce sont avant tout des hommes et des femmes en action, confrontés à des réalités changeantes. Si la volonté politique est importante – ici celle des réformateurs républicains davantage assurés du pouvoir après 1879 –, cette volonté a besoin des relais administratifs et des enseignants pour être mise en œuvre. On voit très bien dans ce livre le rôle majeur joué par Octave Gréard¹ et par les inspecteurs primaires, ainsi que par les institutrices et les instituteurs qui mettent en œuvre, avec zèle ou avec distance, mais aussi freinent les réformes proposées. Le travail de thèse reposait sur le dépouillement minutieux de 660 dossiers de carrière d'institutrices et d'instituteurs de la Seine ayant commencé leur carrière entre 1870 et 1886 (tirage au sort informatisé sur 4 404 dossiers repérés) et les données accumulées permettent ici de disposer d'éléments archivistiques très concrets sur les réformes de l'école et l'implication de ses acteurs principaux, maîtres et inspecteurs primaires, en particulier, par les rapports d'inspection, permettant une « histoire par en bas » comme le demandait Antoine Prost en 1993².
- 5 Jérôme Krop montre aussi très bien les limites et difficultés de la réforme. Les lois et décrets, les consignes des inspecteurs sont une chose ; la réalité des moyens dont dispose l'école à la fois dans ses locaux, dans son matériel pédagogique et dans la qualité de ses maîtres en sont une autre. Il faut tenir compte des volontés et des ressources locales (lien avec le maire), du vivier d'enseignants formés mais aussi du lien qui s'établit avec le quartier et les familles. L'appétence pour l'école primaire est parfois très relative dans les familles alors que le travail des enfants – au domicile ou à l'extérieur – est aussi une forme de nécessité. Les relations avec les familles, pour des maîtres qui doivent appliquer les nouvelles lois républicaines, ne sont pas toujours

faciles comme le montre l'auteur. La lutte contre l'absentéisme n'est pas entièrement gagnée en 1914 (déclin de l'activité des commissions scolaires ; difficulté à disposer de listes fiables et actualisées des enfants du quartier ; on ne travaille qu'à partir des inscrits, or beaucoup de non-inscrits existent toujours). Environ 10,5 % des enfants en âge scolaire échappent encore à l'obligation scolaire en 1900-1901 (p. 144). Les budgets ont du mal à suivre la croissance démographique de Paris et de sa banlieue et « l'école de la périphérie », malgré les progrès réalisés, cumule encore bien des difficultés. On n'arrive pas à y réduire autant que souhaitable le nombre d'élèves par classe (parfois encore des classes de 100 enfants vers 1900 dans les quartiers ouvriers). Il faut aussi tenir compte de la forte mobilité des populations migrantes, encore peu enracinées dans la capitale et qui suivent les offres de travail ou l'évolution du prix des loyers, leurs enfants subissant des déménagements nombreux qui perturbent leur scolarité. Le nombre des maîtresses et des maîtres formés est aussi limité par le retard pris dans l'académie dans le développement des écoles normales.

- 6 L'ouvrage de Jérôme Krop, et c'est peut-être son apport majeur, démontre avec force que cette école primaire républicaine qui s'appuie beaucoup dans les discours sur un idéal généreux de liberté et d'égalité entre les hommes, diffusant un idéal de méritocratie républicaine (à chacun selon son travail et ses talents, et non selon sa naissance, l'école réussissant à produire de l'égalité sociale et à promouvoir les plus doués), maintient en réalité des pratiques ségrégatives fortes. On connaît bien l'organisation ségrégée de notre système scolaire en deux filières qui se développent progressivement au cours du XIX^e siècle et qui oppose la filière du peuple, fondée sur l'école primaire et ses prolongements que sont les écoles primaires supérieures, les cours complémentaires et les écoles normales³ à la filière de l'élite des collèges et lycées aux études payantes, fondée sur les humanités classiques, en particulier le latin, avec leurs petites classes (primaire bis réservé à une élite sociale) et qui débouche sur le baccalauréat et les études supérieures. Pour la période étudiée, les passages d'une filière à l'autre sont encore peu nombreux (boursiers sur-sélectionnés, etc.). Jérôme Krop, lui, montre autre chose. Il reste au cœur de l'école primaire et, par une analyse très fine des flux et des effectifs par classes et par niveaux, démontre que maîtres et maîtresses ont également, au sein de la seule filière primaire, des pratiques sélectives fortes qui réservent les plus hautes classes aux meilleurs (pour les préparer au certificat d'études) alors que les plus faibles « croupissent » presque dans les plus petites classes qu'ils finissent parfois par perturber. Il démontre ici qu'il existe bien « une minorité d'élèves négligée par l'institution scolaire » (p. 113 et suivantes).
- 7 On nous permettra, pour terminer, de faire quelques légères critiques. Le titre, très porteur, peut apparaître en réalité comme réducteur du propos, la question de la méritocratie et de l'élitisme républicain n'étant traitée de manière directe que dans le chapitre V (p. 105-129). L'ouvrage montre aussi bien d'autres choses sur le développement de l'équipement scolaire de la capitale, sur l'imposition d'un modèle pédagogique (celui de Gréard) qui part en guerre contre la méthode mutuelle pour exiger la méthode simultanée et concentrique, sur l'enracinement des enseignants dans leur quartier et sur l'évaluation de ces mêmes enseignants et donc les attentes de l'institution. Quelques comparaisons entre les réalités parisiennes et d'autres villes, ou des zones plus rurales (les écoles lyonnaises étudiées par Marianne Thivend, les écoles du Doubs étudiées par Jacques Gavaille), auraient pu faire ressortir davantage les spécificités parisiennes et les constantes nationales. On pouvait peut-être également en dire davantage sur les pratiques pédagogiques des maîtres au quotidien, sur la

réception des nouveaux contenus scolaires, sur les « ruses pédagogiques » employées afin de tenter de capter l'attention et l'intérêt de ce public scolaire difficile dans un contexte urbain spécifique. On aimerait aussi savoir, si les sources le permettent, ce que deviennent les élèves les plus brillants qui réussissent le certificat d'études primaires à Paris, réussite qui devient l'un des enjeux majeurs de l'évaluation des enseignants. Poursuivent-ils leurs études et si oui, dans quelles structures ? Y-a-t-il des spécificités parisiennes à ce niveau également ? (un hypothétique transfert plus facile vers les lycées plus nombreux à Paris ?) Ces remarques ne retirent rien à la grande qualité et aux nombreux apports de cet ouvrage, que l'on doit lire, en attendant le livre promis par Jérôme Krop aux Presses du CTHS (*La première génération des instituteurs républicains dans la Seine*) qui, s'appuyant sur le cœur de la thèse, viendra présenter les acteurs majeurs de cette « révolution scolaire républicaine », que sont les institutrices et les instituteurs parisiens, eux qui mettent en œuvre les réformes voulues par la République, tout en connaissant un processus de professionnalisation important qui modifie à la fois leur formation, leur carrière et leur rapport à autrui.

NOTES

1. Voir aussi à ce sujet la thèse de Stéphanie Dauphin à paraître aux Presses universitaires de Rennes prochainement.
2. Antoine Prost Antoine, « Pour une histoire “par en bas” de la scolarisation républicaine », *Histoire de l'éducation*, n° 57, 1993, p. 59-74.
3. Cf. Jean-Pierre Briand, Jean-Michel Chapoulie, *Les collèges du peuple. L'enseignement primaire supérieur et le développement de la scolarisation prolongée sous la III^e République*, Paris, INRP/CNRS, 1992.